

D'ATHÈNES À LISBONNE, DE MADRID À PARIS...



• **Retraitée patriote**

Merci à notre camarade des Yvelines et lectrice d'I.C., Michelle Mallet, qui nous écrit:

Retraitée, divorcée ayant élevé des enfants, je bénéficie, ou plutôt bénéficiais, du droit de déclarer une part et demie pour l'imposition sur les revenus. J'avais bien entendu dire que cette «niche fiscale» serait supprimée, mesure prise par le gouvernement Sarkozy ; j'ai protesté à ce moment-là avec mon syndicat sans doute trop mollement, et puis plus rien ne se produit pendant deux ans : silence sur cette question. Mais réveil brutal ! Mes impôts sur le revenu 2011 ont triplé sans explication particulière ! Renseignements pris auprès de la perception, c'est cette fameuse demi-part en partie amputée, qui le sera de nouveau sur les revenus 2012 et supprimée totalement sur 2013.

C'est maintenant que l'on comprend la nocivité de cette mesure ; c'est un drame de l'aveu même de l'agent de la Perception pour toutes les petites et souvent très petites retraitées. Comme le disait Coluche il y a déjà un certain temps : «mieux vaut prendre dans la poche des pauvres, ils sont plus nombreux !». Nos gouvernements pro-Euro l'ont bien compris.

Par ailleurs, je suis très fière que

Hollande m'ait décerné un certificat de patriotisme puisque je paie beaucoup d'impôts, moi, petite fonctionnaire retraitée, mais j'estime l'avoir mérité depuis longtemps, vu la perte incessante de mon pouvoir d'achat depuis des décennies !

Bravo à I.C., indispensable pour nos luttes.

• **Courrier non publié**

Gaston Pellet a envoyé au courrier des lecteurs du Monde Diplomatique un texte que la rédaction de ce journal a préféré ne pas publier. Il nous l'a envoyé également.

Diplo d'août 2012. «Peugeot, choc social...» Article de Frédéric Lordon.

Bonjour,

Je ne dispose pas d'une double page pour exposer mon point de vue. Je me contenterai donc, en quelques lignes, d'exprimer un certain agacement en présence d'une énième critique du capitalisme, de celles qui veulent bien déranger mais pas trop.

Passons sur le préambule de cet article qui mériterait un bon point en dissertation littéraire et venons-en aux pages intérieures où il est réellement question d'économie. Dans ce domaine, vos analyses, M. Lordon, sont toujours

très appréciées à «gôche».

Certes, on préfère lire cet article plutôt que les louanges de l'idéologie libérale. Mais on se rend compte rapidement que si l'on en reste là, le capitalisme devrait avoir encore de beaux jours devant lui. Le mot «capitalisme» sans épithète est réduit à deux ou trois occurrences quand abondent les «capitalisme mondialisé», «capitalisme néolibéral», «capitalisme actionnarial» et même «capitalisme présent» ! Ceux-ci sont inacceptables, celui-là...

«Le socialisme de nettoyage, ça suffit !». Diable ! Place à l'abolition du capitalisme tout court ? Procès sans détours ni fioritures ?

Gardons les pieds sur terre. Vous critiquez les socio-démocrates, certaines de leurs méthodes tout au moins, mais tout en affirmant nécessaire de «tirer (éventuellement) l'échelle», vous n'avez que des recettes intra-capitalistes à proposer, lesquelles, loin de conduire notre société à une «transition vers une sortie du capitalisme» – vieux rêve des révolutionnaires réformateurs – ne feraient que l'appriivoiser en lui ôtant le plus criant de son agressivité, assurant ainsi, une fois de plus, sa survie.

«... c'est au capital lui-même que revient d'en [les restructurations] supporter les coûts sociaux...», «... lui faire obligation de réparer les dégâts...». On demande au mal de

produire ses propres remèdes. Soyons assurés qu'il s'y emploiera sans barguigner. S'il vous plaît, M. Satan, essayez d'être un rien vertueux !

Il est vrai que, pour vous M. Lordon, qui faites pourtant parler Marx et Engels, nous n'avons «pas trouvé encore le moyen de sortir de son ordre [celui du capital]». Re-diable ! Je croyais avoir lu quelque part que nous avons vécu «dix jours qui ébranlèrent le monde» et le changèrent sans conteste jusqu'à la défaite du camp socialiste c'est-à-dire – coïncidence ou conséquence ? – jusqu'au début de ces «deux décennies» qui vit l'avènement d'une ère de liberté des peuples et de paix retrouvée. Hélas, le... capitalisme mondialisé s'en est mêlé. Que de joie et de tapage pourtant pour fêter la «Chute du Mur de Berlin», à «gôche» plus encore qu'à droite. Il faut assumer maintenant et que cessent les pleurs. Rendre aux 60 à 65% de populations «ostalgiques» ce qui leur a été confisqué et à nous autres, l'antidote à la désespérance.

A vous lire, M. Lordon.

Très cordialement.

Pour écrire au
Courrier des Lecteurs :
Jany Sanfelieu
jany.sanfelieu@wanadoo.fr

Abonnez-vous à
«EtincelleS»
la revue théorique du
P.R.C.F. !
4 numéros : 24€
(étudiants et chômeurs : 16€)
Chèques à l'ordre du P.R.C.F.
à envoyer à Annie Crovisier,
10 rue Grignard, 62300 Lens

INITIATIVE COMMUNISTE N°125
Edité par le P.R.C.F.
www.initiative-communiste.fr
Rédaction, administration :
BP 30111 - 62802 LIEVIN
Dépôt légal : à parution
CPPAP 0615P11367
ISSN : 1321-3513
Imprimerie L'Artésienne, 62800 Liévin
Directeur de la publication : Jean-Pierre Hemmen
Directeur politique : Georges Gastaud
Rédacteur en chef : Vincent Flament
Abonnements : Jean-Claude Houseaux
Gestion : Madeleine Dupont

Sommaire :

Initiative Communiste
Bulletin d'abonnement :
1 an : 22€ (chômeurs, étudiants : 18€) - 6 mois : 11€

NOM :

Prénom :

Adresse :

CODE POSTAL : VILLE :

Chèque à l'ordre d' «Initiative Communiste»
à adresser au journal : BP 30111 - 62802 LIEVIN

APRÈS LA MANIF DU 30 SEPTEMBRE

Construire à neuf!

A peine ralentie par la défaite de Sarkozy, la démolition de la nation républicaine entre dans sa phase terminale. Certes, le gouvernement «socialiste» cherche à retarder l'explosion sociale par quelques mesurètes qui n'ébrèchent même pas les contre-réformes sarkozystes... Mais sur le fond... :

- **L'emploi productif est sciemment naufragé** ; de P.S.A. à Renault en passant par les équipementiers automobiles (Durisotti-Lens), de Sanofi à Air-France, de Fralib à Doux en passant par Florange, le M.E.D.E.F. achève de désindustrialiser la France, de marginaliser ses ouvriers, de reconvertir le site France en paradis de la finance, du tourisme friqué et du transport de produits... fabriqués ailleurs !
- **L'endettement artificiel, l'«Euro fort» et l'explosion des importations s'ajoutent au méga-plan d'austérité décidé par Hollande pour créer les bases d'une méga-récession**
- **les bas salaires, la précarité, le chômage de masse et la misère cancérisent le tissu social alors que l'industrie française la plus prospère est celle du luxe, avec à sa tête le grand «patriote» Bernard Arnault !**
- **la création de quelques milliers de postes d'instituteurs ne peut faire oublier que l'Education «Nationale» est exsangue et que le secteur public (université, hôpital, Equipement, Poste, E.D.F., S.N.C.F., Territoriale...) est asphyxié et dénaturé par vingt ans d'euro-austérité**
- **composé du P.S., du «centre» et de l'U.M.P., le Parti Maastrichtien Unique veut constitutionnaliser les abandons de souveraineté et la baisse des dépenses sociales : c'est ce «saut fédéraliste européen» que prétend sceller le Traité sur la Stabilité et la Gouvernance dicté par Merkel et applaudi par le grand patronat : car dans son manifeste «Besoin d'Aire», le M.E.D.E.F. appelle ouvertement à mettre un point final à l'histoire de France en instituant «une nouvelle patrie, les Etats-Unis d'Europe» ; le M.E.D.E.F. pourrait ainsi renégocier les contrats de travail à l'échelle régionale et (ou) continentale (fin des statuts et des conventions collectives mis en place en 1945 à l'échelle nationale par les ministres communistes)**
- **Le P.S. va dans le même sens antinational : car en suscitant une «nouvelle étape de la décentralisation» et en signant la Charte européenne des langues minoritaires, Hollande choisit de renforcer les euro-régions et de «désétablir» le français au profit du tout-anglais sous le faux prétexte d'encourager les langues régionales...**

Face à cet assassinat de la Nation, le Front de Gauche s'accroche pathétiquement à l'illusoire «Europe sociale» ; pire : Pierre Laurent (qui dirige à la fois le P.C.F. et le Parti de la Gauche Européenne) voudrait créer une «Banque publique européenne», une manière d'accompagner «de gauche» l'euthanasie française. Quant à Mélenchon, sa proposition de «mettre l'Euro au service des peuples» relève de la pensée magique: comme si l'Euro n'avait pas été conçu de A à Z pour écraser les peuples ! **Non, ce n'est pas ainsi que l'on combat le F.N., c'est au contraire en agissant de la sorte qu'on rendra Mme Le Pen «présidentiable» !**

Mais le «P.M.U.» n'a pas partie gagnée : dans toute l'Europe, les classes populaires rejettent cette U.E. de mort. **De Madrid à Lisbonne, d'Athènes à Rome, grèves et manif ébranlent l'euro-dictature.** La manif parisienne anti-T.S.C.G. du 30 septembre atteste que le peuple français s'est mis lui aussi en mouvement sur la question longtemps taboue de l'U.E. : **dans quelques mois, quand le plan d'austérité «hollandais» aura saigné le pays «pour sauver l'«Euro», les euro-illusionnistes se feront jeter des usines quand ils viendront y défendre leur chère – trop cher ! – «Euro au service des peuples» (sic) !**

Du reste, un nombre croissant de communistes, de syndicalistes et de patriotes, se prononce désormais pour que **la France sorte unilatéralement de l'U.E.** ; non pour s'isoler mais pour impulser les coopérations internationales d'Etat à Etat comme le font les pays de l'AL.B.A. (Alternative bolivarienne des Amériques) qui, avec Cuba et le victorieux Chavez, n'ont pas cherché sottement à «renégocier» les traités supranationaux dictés par Washington : sans craindre la rupture, ils ont planté là les traités supranationaux pour construire à neuf.

C'est pourquoi le P.R.C.F. propose d'organiser nationalement **une campagne communiste commune contre l'Euro et l'U.E.**, pour la rupture révolutionnaire avec le capitalisme. Sur le terrain social, osons proclamer que le salut de leur Euro ne vaut pas la casse de nos acquis sociaux ! Enfin, avec tous les patriotes républicains, construisons un Nouveau Conseil National de la Résistance et célébrons dignement le tricentenaire de Rousseau en rendant sa force révolutionnaire au beau mot de **souveraineté populaire** !

Par Georges
Gastaud
et
Antoine Manassis
du secrétariat
national
du P.R.C.F.

«Ho ! Ha ! Chavez no se va !»

Des milliers de poitrines le cri de ralliement des partisans de Chavez a tonné tard dans la nuit du 7 octobre dans les rues de Caracas et de tout le Venezuela.

Chavez a donc, une fois de plus remporté, haut la main, la présidentielle. Avec 54,4% des voix et une participation massive de 80% des électeurs. Le président élu démocratiquement après 16 ans à la présidence du pays prouve ainsi à tous ses calomniateurs l'absolu mensonge des accusations de «dictature» proféré par la sainte clique des valets de l'impérialisme de Cohn-Bendit en passant par tous les médias de masse, presse écrite et télévisés.

Cette nette victoire d'Hugo Chavez va conforter les forces qui, comme le Parti Communiste du Venezuela, travaillent pour un approfondissement du processus en œuvre. Chavez s'est engagé d'ailleurs dans cette direction pendant sa campagne.

En effet si une politique généreuse de redistribution est, ô combien, utile aux masses pauvres du pays, avec des programmes sociaux qui ont fait reculer la misère de façon spectaculaire, reste qu'à un moment donné du processus révolutionnaire la question de la propriété des grands moyens de production, d'échanges et de communication se pose et que de la réponse dépend l'avenir de la révolution bolivarienne.

Aujourd'hui les démocrates, les patriotes, les internationalistes, les révolutionnaires du monde se réjouissent et saluent la magnifique victoire du peuple vénézuélien et d'Hugo Chavez.

Le soutien des communistes vénézuéliens

Le Parti communiste du Venezuela avait clairement soutenu Chavez, insistant «sur la nécessité de consolider et d'approfondir le processus de libération et d'indépendance nationale et d'ouvrir une perspective pour avancer vers la construction de la société socialiste». Le P.C.V. s'était aussi adressé à «ceux qui ont accumulé – par manque de vision stratégique du processus – un niveau de colère, de frustration et de désespoir qui les ont conduit à la démobilisation et de désillusion», car les communistes vénézuéliens (comme l'a notamment montré un entretien réalisé dans ces mêmes colonnes avec leur Secrétaire Général Carolus Wimmer) savent soutenir Chavez sans mettre un mouchoir sur leurs critiques. Leur



appel à voter pour lui et battre son adversaire néolibéral (qui osait se prétendre de «centre-gauche») était cependant sans équivoque :

« Avec Chavez et les travailleurs, vote communiste ! »

- pour exprimer l'engagement conscient des masses laborieuses des campagnes et des villes avec l'organisation et l'action de classe, révolutionnaire, autonome, critique et constructive que représente le P.C.V.
- pour accumuler des forces populaires révolutionnaires, avec la Classe ouvrière et les travailleurs à l'avant-garde, face à la bourgeoisie et au système capitaliste d'exploitation, et ouvrir de réelles perspectives pour la construction du Socialisme
- pour l'approfondissement révolutionnaire du processus démocratique, participatif et progressif, entamé en 1998, en faisant du Pouvoir populaire la base du nouvel État
- pour renforcer la lutte, dans les rues et dans les centres de travail publics et privés, pour la défense inconditionnelle des droits de la Classe ouvrière et des travailleurs, et pour un modèle de gestion basé sur le Contrôle ouvrier et social sur la production, la gestion et la distribution de biens et de services
- pour continuer à construire les Conseils socialistes des travailleurs et travailleurs, parvenir à faire adopter sa Loi spéciale, qui renforce le combat contre les vices inhérents à la société capitaliste : corruption, bureaucratisme, exploitation, chômage et pauvreté
- pour consolider la participation active, réelle et effective, dans le contrôle social de la gestion du gouvernement et des politiques d'État, par la conscientisation, l'organisation et la mobilisation de l'ensemble du peuple

- pour continuer à impulser une politique de large unité patriotique, sociale et politique, qui nous assure de maintenir le cap d'un développement indépendant, d'une industrialisation souveraine et d'une économie diversifiée, pour rompre définitivement les liens de la domination impérialiste
- pour continuer à promouvoir la nationalisation et la socialisation du système bancaire et financier, tout comme la réforme intégrale

du système fiscal, avec élimination de la T.V.A., élévation du taux d'imposition sur le grand capital et les bénéfices exceptionnels

- pour porter la formation du Système Unique National de Santé, régi par les principes de gratuité, d'universalité, d'équité, d'intégration sociale et de solidarité
- pour que se maintiennent, se développent et s'approfondissent les liens et les mécanismes d'unité, de collaboration, de solidarité et de complémentarité latino-américaine et caribéenne, soutenant les transformations progressistes dans le rapport de forces au niveau mondial

P.C.V., l'option révolutionnaire ! ».

A bas le prétendu droit d'ingérence !

EN BREF... EN BREF... EN BREF

• Afrique du Sud : le C.O.S.A.T.U. adhère à la F.S.M.

La sanglante répression policière de la grève des mineurs de Marikana a bien sûr marqué les discussions du 11ème Congrès national de la Confédération Syndicale de Classe Sud-africaine, réuni du 17 au 20 septembre : la C.O.S.A.T.U. est alliée, non seulement au Parti Communiste, mais aussi à l'A.N.C., qui dirige le pays.

La confédération a confirmé son soutien au gouvernement, tout en appelant à la lutte. Le Congrès a par exemple décidé de quitter la Confédération Syndicale Internationale, réformiste, pour rejoindre la Fédération syndicale mondiale, comme l'avaient déjà fait quatre gros syndicats de la C.O.S.A.T.U., dont celui de la métallurgie.

Dans son discours de clôture, Sdumo Dlamini, n°1 de l'organisation, a notamment déclaré : «Nous voulons une action résolue et non juste des paroles en l'air ; nous voulons des transformations radicales concrètes en faveur de la classe ouvrière comme

trait saillant de la seconde phase de la transition.

La seconde phase radicale de la transition nécessite un engagement ferme à rendre le pouvoir économique au peuple. Les progrès que l'on observe au Brésil, à Cuba, au Venezuela et dans d'autres pays d'Amérique latine et du monde sont une conséquence à la fois de luttes de plus en plus aiguës et de la détermination d'une direction révolutionnaire».

• Qui a dit ?

«Pour que la paix soit possible, il faut que Bachar al-Assad tombe, c'est l'unique solution».

1) Barak Obama ? 2) Daniel Cohn-Bendit ? 3) Laurent Fabius ? 4) François Fillon ? 5) L'émir du Qatar ?

Réponse :

Jacques Fath, responsable des relations internationales au P.C.F., lors d'un débat à la fête de L'Humanité. Cela dit, si vous avez coché une des cinq réponses proposées, vous avez gagné quand même : sous une forme ou sous une autre, tous ces personnages sont d'accord pour dire que la Syrie doit évoluer selon leurs vœux – comme la Libye avant elle, l'Afghanistan avant la Libye, l'Irak avant l'Afghanistan... avec les beaux résultats que l'on sait.

ELECTIONS QUÉBÉCOISES

Retour au pouvoir du Parti Québécois à la tête d'un gouvernement minoritaire



Les élections générales québécoises du 4 septembre 2012 ont été marquées par la défaite du Parti Libéral au pouvoir depuis 9 ans et la victoire du Parti Québécois. Ce fût une victoire serrée, car le P.Q. a remporté 54 sièges à l'Assemblée Nationale sur 125 et le P.L.Q. a en eu 50. Le prochain gouvernement sera donc minoritaire et devra composer avec les partis d'opposition pour mettre en place ses politiques. De nouvelles élections d'ici deux ans sont très probables...

Campagne sur les charbons ardents

La campagne électorale a été déclenchée après des mois de luttes étudiante et populaire contre le gouvernement corrompu de Jean Charest qui avait décidé de hausser d'une manière astronomique, 1625C\$ sur 5 ans, les frais de scolarité à l'université, en plus de nombreuses autres mesures d'austérité mises en place depuis des années. Il y avait donc un mécontentement profond envers le gouvernement libéral et les multiples manifestations des derniers mois ont rassemblé des centaines de milliers de personnes dans les rues, évoquant pour nombre d'observateurs un printemps québécois, à l'image du printemps arabe de 2011. Sans compter tous les scandales de corruption qui sont sortis sur la place

publique, obligeant des ministres libéraux à démissionner.

Le Parti Québécois a été incapable de capitaliser suffisamment sur ce mouvement pour obtenir une forte majorité lors des élections. Quand ce parti était au pouvoir entre 1994 et 2003, il a mis en oeuvre des politiques de coupures dans les programmes sociaux et d'austérité budgétaire au nom de l'obtention du déficit zéro. Pour bon nombre de travailleurs et de travailleuses, le P.Q. et le P.L.Q. c'est bonnet blanc et blanc bonnet. La seule chose qui distingue réellement les deux partis c'est la question nationale, et là encore le P.Q. cultive une certaine ambiguïté et ne démontre pas de réelle volonté de mener le peuple québécois à l'émancipation nationale.

La Coalition Avenir Québec (C.A.Q.), le principal représentant de la droite populiste style Sarkozy, est arrivée en troisième place avec 19 députés élus. Ce parti promettait de «faire le ménage», un langage codé pour dire une avalanche de coupures dans les programmes sociaux et les acquis gagnés de haute lutte par la classe ouvrière. Le parti de gauche Québec Solidaire, similaire au Front de Gauche de Jean-Luc Mélenchon, a fait élire ses deux porte-parole, Amir Khadir et Françoise David, en promettant entre autres choses la

gratuité scolaire à tous les niveaux de la maternelle à l'université et le renforcement des programmes sociaux. Le nouveau parti indépendantiste Option Nationale qui a un discours clair et résolu sur la question nationale et qui met de l'avant des mesures progressistes au niveau social et économique comme la nationalisation des ressources naturelles et la gratuité scolaire, n'a pas réussi à entrer à l'Assemblée Nationale, malgré la campagne acharnée de son chef, Jean-Martin Aussant, pour obtenir un autre mandat. Il avait été député du P.Q. entre 2008 et 2011 et avait quitté ce parti, notamment à cause de son manque de ferveur indépendantiste. O.N. a quand même obtenu 2% des suffrages, malgré un silence presque complet des médias bourgeois de masse.

La vigilance s'impose...

La victoire électorale du P.Q. a été assombrie par un évènement tragique. Le soir des élections, alors que bon nombre de militant-es péquistes étaient rassemblé-es dans une salle de spectacle du centre-ville de Montréal, le Métropolis, un anglophone extrémiste a tenté de pénétrer par l'arrière dans la salle et a tiré des coups de feu, tuant un technicien. Il voulait assassiner Pauline Marois, la chef du P.Q.

et nouvelle Première Ministre du Québec, et a même tenté de mettre le feu au Métropolis, ce qui aurait pu avoir des conséquences extrêmement graves. Il a été immédiatement arrêté et a crié «*Les Anglais se réveillent*» alors que les policiers l'emmenait au poste de police. Tout porte à croire jusqu'à maintenant qu'il a agi seul et qu'il souffrirait de problèmes mentaux.

Avec son mandat minoritaire le P.Q. aura très peu de marge de manoeuvre pour avancer son programme sur la question nationale, qui est déjà timide. Il s'est engagé à annuler la hausse des frais de scolarité à l'université* et à abolir la loi 78 qui restreignant le droit de manifester pour les étudiants et donnait des pouvoirs répressifs accrus à la police. La lutte pour l'indépendance nationale du Québecet la défense de la langue française est donc loin d'arriver à son terme et reste plus que jamais d'actualité. Nous devons aussi rester vigilants face aux politiques du Parti Québécois qui cherchera sans aucun doute à nous faire payer à sa façon la crise économique et sociale du système capitaliste.

Pour un Québec indépendant, francophone et socialiste !

Philippe Valois

** Cette mesure réactionnaire du gouvernement précédent a effectivement été abrogée fin septembre (n.d.l.r.)*

EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

• **«Le rapport de forces ne passe plus par la grève»**

Tel est le message (oral : pas fou !) des dirigeants nationaux du S.N.E.S. aux cadres académiques avant la rentrée. Dans les années 80, on disait pour justifier l'inaction : «Il ne faut pas gêner le gouvernement de gauche». Et les résultats ont été tellement mirifiques (austérité, effondrement du P.C.F., percée du F.N...), qu'on aurait tort de ne pas recommencer !

• **«Made in Aulnay»**

«La nécessité, dans le principe, d'un plan de réorganisation des activités industrielle et de réduction des effectifs, n'est malheureusement pas contestable.» (M. Sartorius, rapporteur à la demande du gouvernement, après l'annonce par P.S.A. de la suppression de 8 000 emplois et du site d'Aulnay). Ce rapport est incontestablement de gauche, comme le prouve l'adverbe «malheureusement». C'est pourquoi Montebourg a, après sa publication le 11 septembre, estimé qu'il devait servir de base aux négociations entre l'Etat, P.S.A. et les salariés. Et tous les syndicats ont accepté de négocier dans ce cadre au lieu d'entamer la bataille juridique pour résister à la casse d'Aulnay. Seul S.U.D. a émis des réserves... Malheureusement.

• **Les maternelles à l'attaque !**

Trois cents parents d'élèves d'écoles et syndicalistes enseignants du Val-de-Marne ont manifesté devant le ministère de l'Education le 12 septembre pour réclamer la réouverture de classes fermées par le précédent gouvernement. Deux classes de maternelles étaient rouvertes peu après, à Bonneuil et au Kremlin-Bicêtre.

• **Retraités, il va falloir lutter !**

La Cour des Comptes a publié le 13 septembre son rapport annuel sur la Sécurité Sociale, catastrophique comme d'habitude...

Pour combler le déficit du régime général elle préconise de supprimer aux retraités l'exonération de la taxe d'habitation, l'abattement de 10 % sur les pensions, l'exonération fiscale des majorations de pension pour enfants et la réduction du taux de la C.S.G.. Elle conseille aussi d'aligner le taux de la C.S.G. sur les pensions les plus élevées.

• **Ignorance**

Près de cinq cents travailleurs de P.S.A. défilaient à Rennes le 15 sep-

tembre contre la suppression prévue par la direction de 1400 emplois dans l'usine de la Janais. Ces malheureux devaient encore ignorer la «nécessité incontestable du plan de réduction des effectifs» relevée par M. Sartorius. Nul doute qu'ils se tiendront tranquilles à l'avenir...

• **La vérité est dans les chiffres...**

Le 17 septembre, les travailleurs de Bureau Veritas entraient en grève reconductible contre un projet de délocalisation du centre mondial de production informatique, qui supprimerait quarante emplois en France, alors qu'«en 2011, 120 millions d'€ de bénéfices ont été distribués à l'actionnaire majoritaire, le groupe Wendel d'Ernest Antoine Seillière», comme le notent les syndicats, qui exigent l'abandon du projet, des garanties sur l'emploi, l'ouverture du centre en 2x8 pour répondre à la croissance de l'entreprise, la contractualisation des primes d'astreintes, la communication des budgets prévisionnels jusqu'en 2015, et un plan de formation.

• **Les Ferries boîtent**

Le 20 septembre, le personnel navigant de Brittany Ferries bloquait des navires en France et en Espagne pour protester contre la suppression de plusieurs traversées. Le 30, la reprise du travail était votée par les salariés, «sous la pression et la menace des actionnaires», selon la C.G.T. Le patronat avait en effet commencé à contrer le mouvement par un lock-out (parfaitement illégal en France), et menacé, par la voix de M. Roué (si !), Président du Conseil de Surveillance, de jeter tout le monde dehors. Le changement, c'est maintenant : le patronat est encore plus dur qu'avant !

• **La règle d'or casse la B.d.F.**

80% de grévistes pour la journée d'action du 21 septembre, à l'appel de tous les syndicats : voilà qui donne une idée de la popularité du nouveau plan de «restructuration» de la Banque de France, menacée de perdre une bonne partie du retraitement des billets de banque et des dossiers de surendettement. Avec 2500 suppressions de postes à la clé. Syndicats et grévistes exigent le retrait pur et simple du plan. Ne s'agit-il pas en outre, dans le cadre d'une véritable politique de terre brûlée, de casser l'outil national pour une reconquête de notre souveraineté monétaire ?

• **Le J.O.B. part en fumée**

Le 25 septembre, huit cents travail-

leurs défilaient dans les rues de Saint Giron (Ariège). La C.G.T. soupçonne fortement le groupe américain Schweitzer-Mauduit, qui a racheté l'usine en 1998, de vouloir la laisser mourir : il n'investit pas dans de nouvelles machines, et les arrêts de production se multiplient... La C.G.T. demande donc que soient achetées de nouvelles machines, indispensables pour produire un nouveau papier qui ne se consume pas spontanément, et deviendra bientôt obligatoire.

• **«Trabison ! Nationalisation !»...**

C'est ce qu'ont crié les salariés de Florange à Montebourg, en visite chez eux le 27 septembre pour leur dire «Ce sera dur...». C'est gens-là n'ont rien compris au redressement productif ! Le cortège du P.R.C.F. à la manif du 30 septembre leur faisait écho quand il scandait : «Mont'bourg, pantin, assez gesticulé / Faut sortir de l'Euro / et nationaliser !».

• **Le conflit dure à Doux**

Les 5 U.L.-C.G.T. du Bassin minier appelaient à un rassemblement à Graincourt-lès-Havrincourt puis à une manifestation à Bapaume le 9 octobre à l'occasion de la Journée de mobilisation pour l'emploi industriel. Les salariés de Doux entamaient alors leur quatrième semaine d'occupation de l'usine, un mouvement suivi par la moitié d'entre eux, pour obtenir la remise en état des bâtiments et le rachat du site pour un Euro symbolique.

«Volontariat» chez Renault

Pretextant les baisses de commandes, alors que Renault fait des choix de production à l'étranger désastreux (notamment avec Dacia qui clone toutes les Renault à prix moindres), la direction nous annonce qu'elle positionne 30 J.N.T. (journées non travaillées) jusqu'à la fin de l'année, dont 15 au moins en octobre. C'est une première!

La direction comptait que 450 personnes partent en déplacement en plus des 600 qui y sont déjà, et il n'y aurait apparemment que 150 volontaires. Elle veut provoquer des pertes de salaires pour obtenir le nombre de volontaires voulus. C'est une démarche ignoble. Les jours de travail, on tourne à pleine cadence, et maintenant ils nous mettent au chômage pour écouler les stocks.

Pascal ouvrier à Renault-Douai

PS : On apprend qu'au moment où elle souhaitait licencier trois cadres pour un espionnage industriel totalement imaginaire, la direction de Renault avait demandé à ses services de «com» de préparer des «éléments de langage». Le but : savoir présenter à l'opinion l'éventuel suicide d'une des personnes harcelées. Décidément, à Renault comme à France-Télécom, «it's time to change» (du nom du programme - anglo-formaté bien sûr - qui visait à écoeurer les salariés d'Orange encore sous statut).

Bon anniversaire les Fralib !



Ce mois de septembre, les travailleurs de l'usine de Gémenos ont fêté leur deuxième année de lutte. Le 5, le terrain, les bâtiments et les équipements étaient acquis en bonne et due forme par la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole. Reste à forcer Unilever à négocier... «Ce sera dur», comme dirait Montebourg, mais les Fralib ont déjà montré leur détermination...

Dans la rue... ou à la rue ?

Le mirage de l'Europe sociale Une déclaration du Front Syndical de Classe - 10 septembre 2012 (extraits)



Dans une tribune publiée le 4 octobre dans Libération et intitulée «Pourquoi la C.G.T. appelle à se mobiliser le 9 octobre», Bernard Thibault brosse un tableau catastrophique – et très juste – de l'Europe économique et sociale. Il constate notamment qu'«un chantage éhonté à l'emploi, aux délocalisations, voire à la mort de grands groupes, est développé par le patronat qui entend obtenir du fait de la crise des décisions sur le terrain de la flexibilité et du «coût du travail». (...) En matraquant ce qui serait une solution miracle, le patronat cherche à faire oublier l'essentiel : les banques et les grands groupes peuvent afficher des bénéfices importants et des trésoreries florissantes, alors que la désintégration des filières industrielles, le chômage et la précarisation se poursuivent en Europe.»

Très remonté, le n°1 de la C.G.T. ajoute : «On nous appelle à conclure des accords dit «gagnant-gagnant» qui conjugueraient l'acceptation des salariés à une plus grande flexibilité tout de suite contre la promesse d'un retour à meilleure fortune lorsque cela ira mieux... un jour !

Au delà d'expériences d'entreprises ayant conclu de tels accords en France, toute l'Europe syndicale est témoin des signatures trahies. En Espagne le recul de l'âge de départ en retraite devait éviter la récession, en Italie c'est Fiat qui renie sa signature, en Irlande et dans toute l'Europe centrale c'est la hiérarchie des normes qui est piétinée, la Grèce est sur le point de devenir une vaste zone franche de toute réglementation sociale... au nom de la crise. (...) Aucun des problèmes économiques structurels, ni le financement des retraites et de l'assurance maladie, ni le rééquilibrage

de notre commerce extérieur, ni le besoin de financement de l'état et des collectivités territoriales, ni la question du pouvoir d'achat, ne peuvent être résolus sans une vigoureuse politique de développement industriel et de l'emploi, de lutte contre la précarité.»

C'est-à-dire ? Bernard Thibault a des propositions précises : «Il y a urgence à ce qu'une loi protégeant des sites comme Aulnay, ou Florange soit adoptée rapidement. Il y a urgence à créer les conditions du financement de nouvelles entreprises assurant le développement de productions stratégiques pour le pays. Un grand pôle public de financement du développement industriel et de l'emploi est nécessaire. Il ne suffit pas pour cela de créer une banque publique d'investissement. L'essentiel est de desserrer la contrainte d'exigences de rentabilité financière imposées par les marchés et les multinationales.» Mais il n'explique surtout pas comment ces mesures pourraient être acceptées par l'Europe de Bruxelles ! Un détail sans importance, sans doute...

**I.C. Soutient
les luttes**

**... Soutenez
I.C. !**

Bernard Arnault, première fortune de France et quatrième du monde, annonce qu'il veut aller rejoindre ses pairs en Belgique, à commencer par son vieil ami, le baron et grand capitaliste Albert Frère. Il montre à tous qu'il n'a qu'une patrie, celle du fric et de son intérêt de classe, comme les émigrés de 1792, comme le patronat français durant la seconde guerre mondiale se rangeant de manière «décomplexée» derrière Hitler.

C'est ce même capital, vaincus et vainqueurs réunifiés par les exigences de l'accumulation et de la lutte contre le mouvement ouvrier, qui a conçu la construction européenne, espace de valorisation du capital supranational : chômage de masse, précarité et flexibilité de l'emploi, mise en « concurrence libre et non faussée » des peuples et des travailleurs, destruction de la protection sociale, asphyxie des services publics et privatisations, privation des peuples de leur souveraineté jusqu'au T.S.C.G. et M.E.S. qui visent à placer les budgets et les parlements nationaux sous la tutelle directe du capital financier.

Le vieux rêve de la droite la plus réactionnaire sera alors réalisé : l'effacement non seulement de 1945 mais aussi de 1789 !

Il fut un temps où les plus grandes forces

syndicales rendaient coup pour coup et, par exemple, n'hésitaient pas à mener campagne ouverte contre l'U.E. née du Traité de Rome en 1957. A l'époque, les discours et les articles sur l'Europe de Benoit Frachon, Secrétaire Général de la C.G.T., ne parlaient pas d'Europe sociale et n'escamotaient pas les enjeux pour les travailleurs : «Nous le disons très franchement aux militants des organisations qui participent aux institutions du Marché Commun, nous n'avons aucune confiance dans la possibilité de transformer ces organismes, de les infléchir vers une politique différente. Quelles que soient les modifications qui puissent leur être apportées, ils poursuivront leur politique actuelle aussi longtemps que les représentants des monopoles et les gouvernements à leur dévotion en seront les animateurs et les bénéficiaires.»

L'illusion d'une réorientation possible de l'Union Européenne est mortelle parce qu'elle désarme les travailleurs et les peuples dans leur lutte pour leurs droits et pour récupérer précisément cette souveraineté.

Et c'est donc à ce titre et pour toutes ces raisons que l'engagement syndical contre le nouveau traité et contre l'Union Européenne est pleinement justifié !

Arcelor-Mittal



Un exemple emblématique de ce qu'apporte l'Europe à l'industrie en France : le «géant européen» Arcelor, né de la fusion, en février 2002, du français Usinor avec l'espagnol Aceralia et le luxembourgeois Arbed, était censé mieux résister à la concurrence internationale que les groupes nationaux. Résultat : en juillet 2006, il se faisait manger par Mittal Steel Company, après une O.P.A. hostile. En maintenant, Mittal liquide ses hauts fourneaux en France...

Si la nationalisation ne suffit pas (les anciens d'Usinor Denain, fermée en 1983, en savent quelque chose), elle est nécessaire à la réindustrialisation. Encore faut-il qu'ensuite, les travailleurs et leurs syndicats exercent un réel contrôle sur les entreprises nationalisées...

EN BREF... EN BREF... EN BREF

• **Comment la C.G.T. a fait «changer la C.E.S. de l'intérieur»**

«Le 8 décembre 2011, [Bernard Thibault] cosignait, avec François Chérèque (C.F.D.T.) et d'autres syndicalistes européens, un texte affirmant notamment : «nous continuons de soutenir qu'il n'y a pas d'autre solution que l'approfondissement du projet européen». Les auteurs vantaient notamment le modèle social européen. Les termes de cette tribune sont ahurissants. Je pèse mes mots : cet appel est en rupture totale avec ce qu'a affirmé la C.G.T. pendant des années. (...)

L'actuelle secrétaire générale de la C.E.S., Bernadette Ségol, a fait toute sa carrière comme technocrate, conseillère puis dirigeante d'une fédération européenne, sans jamais avoir travaillé dans une entreprise. C'est le profil type d'une syndicaliste «institutionnelle» à la tête d'une organisation institutionnelle. (Philippe Cordat, Secrétaire Général de l'Union régionale C.G.T. de la région Centre, dans un entretien publié par le journal «Bastille République

Nations» de septembre 2012.)

Pour vendre l'adhésion à la C.E.S. à sa base, la direction de la C.G.T. lui a raconté qu'elle allait la faire évoluer de l'intérieur vers le syndicalisme de classe. Le résultat est enthousiasmant !

• **On était prévenu (1)...**

«J'ai eu une conversation avec Barroso sur les solutions pour la Grèce, l'Espagne, le Portugal et les autres, et son message a été direct : s'ils n'exécutent pas ces plans d'austérité, ces pays pourraient réellement disparaître en tant que démocraties. Ils n'ont pas le choix un point c'est tout.». (John Monks, Président de la Confédération Européenne des Syndicats, juin 2010).

• **On était prévenu (2)...**

«Le traité budgétaire, c'est le début... Le temps où les Européens pouvaient se permettre de payer tout le monde à ne pas travailler est révolu... Le modèle social européen est mort. (Mario Draghi, président de la Banque Centrale Européenne, entretien au Wall Street Journal, février 2012)

BILLET ROUGE

Balkanisation continentale...

Le 11 septembre à Barcelone, un million de manifestants ont scandé «Independencia». C'est d'autant plus surprenant que Barcelone ne bouclerait pas son budget sans Madrid, et que la Catalogne a joué un rôle pilote dans la crise immobilière qui plombe toute la péninsule...

Tout cela va sûrement – comme nous le prédisons dans le désert depuis des années – dynamiser le sécessionnisme catalan en Roussillon (tout autre chose que la légitime défense des langues et des cultures régionales dans un cadre républicain). La balkanisation des pays voisins de la France aujourd'hui, de l'ex-hexagone demain, est en vue si aucune alternative révolutionnaire n'émerge.

Ce mouvement est d'autant plus réactionnaire qu'il réclame moins d'Espagne et plus d'Europe...

Je reviens des obsèques de Jacques Coignard en Bretagne : sur maint poteau du centre-ville de St-Brieuc, des affichettes «Breizh Atao» frappées du drapeau européen et rejetant là-aussi (on voit que la bourgeoisie est derrière) la «pression fiscale de Paris»...

On commence aussi à voir le drapeau flamand flotter dans certains villages de la Flandre française : il n'y est sûrement pas arrivé tout seul, le riche et fascinant «Vlams Belang» n'y est peut-être pas pour rien. En Flandres belge, le français est partout proscrit, y compris des consignes de sauvetage figurant sur les navires...

A part ça, ceux qui défendent les nations et l'internationalisme sont réactionnaires... Et ceux qui veulent faire éclater les Etats nationaux et multinationaux constitués pour les soumettre au IV^{ème} Reich européen, ce sont sûrement de grands progressistes ? Faudra-t-il qu'à nouveau des flots de sang coulent sur notre sous-continent pour que certains «marxistes» finissent par ouvrir les yeux ?

René Paul

Organisation et contre-attaque !

Appel aux syndicats et aux syndicalistes d'Europe (extraits)

Nous sommes à la croisée des chemins. Le caractère généralisé et global de la crise capitaliste, ses développements en Grèce, au Portugal, en Irlande et dans tous les pays d'Europe réclame que le slogan «Proletaires de tous les pays unissez-vous» se fasse entendre plus que jamais.

Les nouvelles vagues d'attaques, les nouvelles baisses de salaires, les restrictions des droits et des dépenses sociales pour le peuple, au nom de la réduction des déficits et des dettes publics, visent à garantir des travailleurs meilleur marché et de nouveaux terrains d'action aux monopoles européens. La troïka (U.E., B.C.E., F.M.I.), avec la classe bourgeoise de chaque pays et ses représentants politiques, abolissent les droits du travail, les droits sociaux, les acquis des travailleurs et minent la souveraineté nationale. Cela est confirmé par le «Pacte pour l'Euro».

Les mythes de la ploutocratie et de ses partisans, selon lesquels l'U.E. serait «une union solidaire et un havre pour les peuples» se sont effondrés. La crise capitaliste dans la zone Euro va s'approfondir. Les États-Unis vont devenir de plus en plus réactionnaires et les travailleurs vont vivre dans des conditions de grande pauvreté et de dégradation s'ils ne se lèvent pas.

Le slogan «organisation –contre-attaque» est bien à propos aujourd'hui et doit être réalisé. Peuples, Ne vous rendez pas ! Soulevons-nous !

L'intensification de la lutte de classe est nécessaire aujourd'hui, afin de

créer des obstacles aux pires mesures qui arrivent.

Nous avons besoin d'un mouvement contre les patrons capitalistes. Nous avons besoin d'un mouvement libéré du syndicalisme gouvernemental et pro-patronal. Nous avons besoin d'un mouvement qui lutte non seulement pour des améliorations partielles, mais pour tous les besoins de la classe ouvrière, pour le renversement et l'abolition des relations d'exploitation. Nous avons besoin d'un mouvement organisé et avec de profondes racines sur les lieux de travail, avant tout dans les sites de production, les usines. Nous avons besoin d'un mouvement qui sera soutenu et forgera l'alliance des ouvriers avec les indépendants, les petits agriculteurs, les jeunes et les étudiants et les femmes.

Notre but est d'aider la classe ouvrière d'Europe à comprendre que Notre avenir n'est pas le capitalisme.

Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin de rallier les forces pour :

- une coordination syndicale militante, dans chaque secteur
- des luttes de classe massives et communes, avec des buts communs
- renforcer la solidarité internationaliste dans tous les pays.

C.G.T.P.-I.N. – Portugal, C.S.U. (PyJ.) – Espagne, P.A.M.E. – Grèce), P.E.O. – Chypre, U.S.B. – Italie



L'Insurrection de Pierre Lévy (Editions Le Temps des Cerises) – postface de Jean Bricmont, vient de paraître.

Ce pamphlet d'anticipation social, politique et géopolitique, est écrit sous la forme d'un roman dont l'action se situe peu avant 2022.

Pour l'acheter, s'adresser à son libraire habituel, passer chez l'éditeur (47 avenue Mathurin Moreau - 75019), ou commander en ligne (<http://www.linsurrection.fr/pages/commander.html>) - Prix : 12 €

La tronçonneuse euro-régionale attaque l'Espagne



«L'indépendance catalane» sous des calicots en anglais : un superbe résumé de l'Europe fédérale que nous préparont nos élites...

Le 27 septembre, porté par la vague de la manifestation indépendantiste du 11 (voir Billet rouge ci-contre), 84 députés sur les 135 du Parlement de Catalogne se prononçaient pour une consultation sur l'autodétermination.

En France, la centralisation est «jacobine». Même si les rois, pour limiter la puissance des grands seigneurs, ont commencé le travail, on retient surtout que c'est l'aile gauche de la Révolution qui l'a achevé. Les régionalistes se réfèrent aux girondins, révolutionnaires modérés, représentant la grande bourgeoisie commerçante des ports de Nantes et Bordeaux, enrichie par le trafic d'esclaves. Chez nous, être centralisateur, c'est être bien à gauche, contre la décentralisation et aux euro-régions de l'U.M.P.S..

Les choses sont plus compliquées en Espagne, où le centralisateur a été un certain Franco. Le régionalisme y était de gauche. Parmi les manifestants de Barcelone se trouvaient des progressistes – d'autant que Madrid, qui refuse pour l'instant toute indépendance régionale, a ressuscité des lois franquistes en matière de droit du travail (encore que – idéologie corporatiste du fascisme aidant – le licenciement économique était interdit sous Franco) et tente d'en faire autant avec l'avortement. Il n'empêche que la manifestation de

Barcelone était bel et bien pilotée par des forces réactionnaires, qui dévoient la légitime fureur populaire face aux mesures d'austérité prises par le gouvernement de Madrid.

Brouillard idéologique

La région a demandé cet été 5 milliards d'euros d'aide à Madrid pour tenter de sortir d'un surendettement dont la raison est bien connue : la Catalogne s'est vautrée dans la spéculation immobilière – moteur du fameux «miracle espagnol». Lorsque la bulle a éclaté en 2008, l'atterrissage a été très dur. Et maintenant, au lieu de s'en prendre aux spéculateurs, Carme Forcadell, présidente de l'Assemblée Nationale Catalane, interrogée par «Le Monde» dans le cortège barcelonais, déclare froidement : «Nous apportons beaucoup à l'Espagne et nous recevons peu». Un autre manifestant précise : «L'Espagne coule, nous ne voulons pas nous noyer avec elle. Notre économie a un futur, celle de l'Espagne, non».

Bref, que les régions pauvres crèvent ! Et pas un mot non plus contre Bruxelles et le F.M.I., les vrais maîtres d'œuvre du plan d'austérité appliqué par Rajoy. C'est le même ragoût que celui de la droite flamande qui traite les Wallons de fainéants, de l'extrême-droite alsacienne qui méprise les «Français de l'intérieur» (les non-

alsaciens), des ligues du nord de l'Italie qui rêvent de se débarrasser des «bons-à-rien» du sud, ... Etc, etc.

A Barcelone, l'Europe, qu'on nous présente toujours comme un modèle de solidarité par-delà les «frontières-étroites-des-replis-nationalistes», a montré son vrai visage : celui du «moi d'abord et tant pis pour les autres». Mais nos grands médias aiment ce visage-là, puisqu'il est régional, et pas national. D'ailleurs, «Le Monde» a reproduit tel quel le discours pourri du 11 septembre catalan sans un mot de critique, et sans relever ses criantes contradictions...

V. F.



Madrid, septembre 2012...

Revers de l'eurostérilité au Portugal



Anibal Cavaco Silva

Le peuple portugais aura été le premier à marquer des points contre le plan d'ajustement structurel du F.M.I. et de Bruxelles en Europe. «Le peuple est fatigué d'être volé et humilié !», scandaient les manifestants le soir du 21 septembre devant le siège de la présidence. La rigueur déjà produite sur l'économie les effets bénéfiques habituels : 3% de récession au deuxième semestre, et un taux de chômage au-dessus de 15%... Le lendemain matin, le gouvernement de coalition socialiste-conservateur du Président Anibal Cavaco Silva, dit «Robin des Bois des Riches», annonçait qu'il était prêt à «étudier des alternatives» à sa dernière trouvaille : une augmentation des cotisations sociales des salariés de 11% à 18%... assortie d'une réduction des cotisations patronales de (23,75% à 18% aussi) !

Bien évidemment, ces «alternatives» ne sont en réalité d'autres mesures d'austérité, mais les rues de Lisbonne ont fait reculer les larbins de Goldman-Sachs, et ce n'est pas rien...

Non au T.S.C.G. et à la «règle d'or» des banksters

EN BREF... EN BREF... EN BREF

• Budget Ayrault : la «Règle d'Or» s'applique déjà !

Moins dix millions pour le secteur public, moins cinq et demi pour la Sécu, taxe sur les retraités imposables, hausse des taxes sur la bière et le tabac, des impôts sur le revenu... : le T.S.C.G. n'était pas encore voté par les députés U.M.P.S. que déjà, le budget s'y soumettait ! La couche de vernis rose de la taxation à 75% des revenus supérieurs à un million ne résiste pas à l'examen : elle ne concerne pas les revenus financiers... qui constituent justement la principale richesse des plus fortunés !

• Compétitivité : remboursez !

Ayrault a trouvé la raison de la désindustrialisation de la France : le manque de compétitivité de ses entreprises. Ca tombe bien : l'U.M.P. est d'accord. Le M.E.D.E.F. aussi : c'est son idée ! Et comment être «compétitifs» ? En sortant de l'Euro surévalué qui plombe les exportations ? Non : en baissant les charges ! ça, c'est de gauche ! Et pour compenser le manque à gagner, on augmente la C.S.G. ! Cette fois, «l'opposition» se réveille : pas question ! Il faut augmenter la T.V.A. ! C'est beau, le débat démocratique...

Depuis 2000, 120 milliards de cadeaux ont été accordés au patronat pour qu'il embauche, et il les a utilisés pour financer des plans de licenciements. C'était déjà le cas dans les années 90 – le P.C.F. avait à cette époque un mot d'ordre : «Embauchez ou remboursez !». Il l'a «un peu» oublié...

• Distraction

«Lors d'une réunion du 21 août, les représentants du M.P.E.P., de la Gauche Communiste et du P.O.I. sont tombés d'accord sur la nécessité de lancer un appel clair à l'unité sur la ratification du traité européen» (Une de l'hebdomadaire du P.O.I. Informations Ouvrières du 23 au 29/08 2012). Le problème, c'est que cette réunion n'a pas réuni trois, mais quatre organisations : la rédaction d'I.O. a malencontreusement oublié le P.R.C.F. C'est dommage, pour un journal généralement si bien informé...

• Hortefeux, Guéant... Valls !

Le 27 septembre, des Roms installées dans le 15^{ème} arrondissement de

Marseille étaient expulsées par quelques habitants. Dans un communiqué intitulé «Roms : quand le racisme d'État légitime la violence privée», le Bureau Fédéral de la Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (F.A.S.T.I.), notait que ces actes «ne sont pas le fruit amer d'une colère, comme aimerait nous le faire croire les médias dominants, mais bel et bien le résultat d'une politique raciste et discriminatoire». La F.A.S.T.I. ajoutait : «Nous mettons en demeure le gouvernement de prendre toutes ses responsabilités et de cesser les amalgames et la politique spectaculaire.»

• Olympique ou «olympic» ?

Alerté par des associations de défense de la langue française, Jean-Jacques Candelier, député P.C.F. du Nord, a écrit fin août à Yamina Benguigui, Ministre de la Francophonie, pour lui faire remarquer que le site électronique officiel des Jeux Olympiques en 2016 au Brésil ne présentait pas de version française, en violation de la Charte Olympique, qui fait du français la première des langues officielles. Il lui a demandé d'intervenir auprès des organisateurs pour qu'ils respectent la Charte. C'est maintenant chose faite.

• Citation révélatrice...

«C'est le traité que nous avons négocié, qui a été négocié par le gouvernement français dont j'étais le responsable sous l'autorité de Nicolas Sarkozy. Il n'y a pas une ligne qui a changé, il n'y a pas une virgule qui a été modifiée. Donc nous serions totalement incohérents de ne pas le voter. Bien sûr que nous allons le voter». (François Fillon à propos du T.S.C.G., journal télévisé de 13 h de France 2, 19 septembre)

• Obscurantisme

Dimanche soir. Il est 20h30, nous (trois camarades du P.R.C.F.) venons de sortir de la Fête, et juste devant les navettes R.A.T.P. pour nous ramener au R.E.R. ou au métro, une jeune fille distribue un prospectus pour visionner un film de scientologie.

Nous sommes à la sortie d'une fête communiste, je lui prends, je lui déchire le prospectus, je lui cite Marx et l'opium du peuple, le soupire de la créature accablée par le malheur.

Il est proprement inquiétant de voir avec quelle vigueur l'obscurantisme se déploie dans ces temps de crise, prospérant sur le recul des forces progressistes et de lumière.

Bref, il est plus que temps de repasser à l'offensive ! (J.-M. Pascal)

Enfin un C.P.E. de gauche !

La dernière grande lutte victorieuse en France était celle de la jeunesse contre le Contrat Première Embauche de Villepin en 2006. Echaudée par ce revers, la droite officielle (déjà battue sous Balladur avec le Contrat d'Insertion Professionnelle en 1994) n'avait même pas osé revenir à la charge sous Sarkozy. Il fallait donc que la fausse gauche s'y colle. C'est chose faite avec les «Emplois d'Avenir».

Le principe est toujours le même : sous prétexte d'insérer les jeunes – notamment les moins qualifiés – dans le marché de la force de travail, on place des bâtons de dynamite dans le code du travail – et en plus, dans le statut de la fonction publique !

Encore un consensus !

Le raisonnement qui sous-tend la mise en place des Emplois d'Avenir est purement libéral. Pourquoi les patrons n'embauchent-ils pas ? Parce que les garanties concédées aux salariés leur font peur. Il faut donc les faire sauter. Les jeunes auraient alors le bonheur de se faire embaucher en C.D.D. de trois ans, renouvelables tous les ans, sans prime de précarité, tout en restant licenciables à tout moment pour motif économique. Si avec tout ça le chômage ne baisse pas, c'est à n'y rien comprendre !

Bizarrement, plusieurs députés U.M.P. n'ont pas tiqué face à ces mesures révolutionnaires et ont voté le texte. Tous ceux des Verts et du P.G. en ont fait autant. Le P.C.F. a bien tenté de l'amender en proposant de l'assortir d'une formation obligatoire, de le transformer en C.D.I. ou, à défaut, de lui appliquer la prime de précarité. Il a aussi voulu (quelle audace !) que les Emplois d'Avenir ne puissent pas servir à remplacer des enseignants. Tous ces amendements ultra-gauchistes ont été combattus par le gouvernement, et rejetés. Résultats : pour protester, les députés P.C.F. ont voté le texte ! Les sénateurs, quant à eux, ont préféré s'abstenir...



Le 30 septembre, quatre-vingts mille personnes défilaient dans Paris contre le T.S.C.G.. Le P.R.C.F. a en l'occurrence pleinement joué son rôle d'avant-garde : il a été le premier à réclamer une manifestation nationale plurielle anti-austérité, anti-contre-réformes et anti-U.E. (voir en pages «Vie du P.R.C.F.»).

Sécurité ou concurrence, il faut choisir !

Copé réinvente le racisme...



Machines d'une des sociétés privées sous-traitante de R.F.F. : deux vieilles diesel ex-Bubdesbahn et une vieille diesel ex-S.N.C.F.... Un parc traction à l'image du reste !



Quand Monsieur Copé oublie les réalités du colonialisme et rêve que l'imagerie de la France «puissance civilisatrice» a eu une quelconque réalité... Alors que ceux de son bord n'ont cessé de «faire suer le burnou» pour le profit maximal tant que la colonisation a pu se maintenir... Et même au delà, avec le néo-colonialisme de la «Françafrique».

Le 11 Septembre, dans le Cantal, un incident grave s'est produit sur le réseau S.N.C.F.-R.F.F.

Deux morts et un blessé grave, percutés par un train de travaux. Cet incident n'est malheureusement pas isolé. Depuis le début de l'année, cinq agents S.N.C.F. de l'infrastructure ont trouvé la mort.

Travailleurs de l'Est, bienvenue en Europe !

La première raison est l'obligation faite aux agents S.N.C.F. de s'adapter au rendement de travail des entreprises privées. La deuxième est l'ouverture à la concurrence des travaux d'infrastructure S.N.C.F., exigée par l'Union Européenne.

Il fut un temps où les cheminots travaillant sur les voies ferrées pouvaient pratiquer leur métier avec un savoir-faire acquis au cours de nombreuses décennies, pour un changement de rail ou de traverse en bois, un redressement de la voie...

Avec les directives de cette Europe destructrice, tous les travaux sont maintenant confiés, non à des cheminots, mais à des entreprises privées sous-traitantes, dont les ouvriers travaillent sur les voies au milieu de la circulation ferroviaire, sans aucune formation à la sécurité, ni même de contrat de travail convenable, puisque beaucoup sont en intérim !

Leurs conditions de travail sont très difficiles : journées très longues (parfois plus de douze heures), quasiment pas de pause, quelles que soient les conditions climatiques. La hiérarchie les malmène... Évidemment, ils ont des droits, mais ils viennent dans leur majorité des pays de l'Est, cherchant à bénéficier du cours de l'Euro, ont un titre de séjour précaire... Dans ces conditions, comment dire non?

Le rendement ou la vie !

La C.G.T.-Cheminots a dénoncé ces conditions et lutte comme elle le peut. En raison d'une soi-disant «concurrence libre et non faussée» les directives de Bruxelles, ont un impact horrible sur la classe ouvrière. Certains donnent leur vie au nom d'un rendement plus élevé.

Je me souviens d'une discussion avec un dirigeant S.N.C.F. qui me disait : «Le problème avec les cheminots, c'est que dès qu'ils ont commencé leurs journées de travail, toute la journée doit leur être payée. Au niveau des objectifs de productivité, ça le fait pas !».

C'est une insulte aux cheminots qui, de par leur expérience, leur savoir-faire, entretenaient des voies ferrées avec un seul objectif, la sécurité des circulations ferroviaires et des voyageurs.

Un autre agent me racontait comment dans les ateliers de maintenance des trains de voyageurs, la direction a mis en place des dérogations pour remettre en circulation des trains ayant des problèmes techniques en passant outre les recommandations des agents de maintenance eux-mêmes.

Dans toutes les branches professionnelles de la S.N.C.F., les cheminots sont soumis à une pression imposée par la direction et le gouvernement.

Depuis le début des restructurations, des dizaines de cheminots ont préféré se donner la mort.

Nombre de collègues sont en arrêt de travail pour dépression nerveuse.

Quand la C.G.T. demande à la direction de s'expliquer concernant tous ces drames, cette direction fait la sourde oreille.

Jimmy Dalleedoo
Cheminot

Monsieur Copé ose parler de «racisme anti-blanc».

J'ai vécu à Brazzaville de novembre 1960 à mai 1962. J'y ai vu la misère, la misère profonde, la misère qui tue ; des gosses qui fouillaient les poubelles de l'armée française pour pouvoir survivre ; la moitié d'une ville se prostituant pour nourrir l'autre moitié.

L'insalubrité gluante porteuse de toutes les maladies régnait dans les quartiers africains, qui étaient des bidonvilles : pas d'électricité dans les cases, pas d'eau courante. Dans les rues traînaient les immondices – un quartier de Brazza s'appelle Poto Poto (la boue), c'est tout dire ! Les colons blancs eux, les gens de l'administration coloniale, vivaient dans le beau quartier du Plateau, dans d'agréables villas servis par leurs boys «nègres».

La population était mise en coupe réglée par les colons blancs, les maîtres, qui traitaient les «nègres» ces «mangeurs de manioc» avec mépris et haine et n'hésitaient pas à utiliser la chicote (la cravache des colons) pour se faire mieux obéir.

Une population terrorisée par l'armée française : j'ai vu les paras descendre dans les marchés ravager les pauvres étalages, brûler des cases, par simple plaisir sadique. Plusieurs fois j'ai dû intervenir manu militari pour empêcher des viols. J'ai vu une population écrasée par l'occupant français. Les descentes dans les villages pour y razzier les hommes qu'on envoyait en France pour les besoins du capital. Et je ne parle pas

des milliers de «tirailleurs», chair à canon des deux guerres mondiales ! Lorsque je vivais à Brazza, les mères congolaises, si leurs gosses n'étaient pas sages, les menaçaient de les donner à Bottafoco, cet administrateur colonial des années 1930 qui avait institué le travail forcé généralisé et faisait brûler les villages qui refusaient de remplacer les cultures vivrières par l'hévéa.

Personne au Congo n'a oublié que la construction du Congo-Océan a coûté la vie à 17.000 personnes en raison du travail forcé. En 1930, la France, comme l'Espagne et le Portugal, a refusé de ratifier la convention internationale contre le travail forcé. Et ce n'est qu'en 1946 qu'il sera interdit dans les colonies. La colonisation a reposé sur un état d'exception permanent à l'encontre des «indigènes».

Et pourtant chez ce peuple spolié, chez ce peuple martyrisé, chez ce peuple victime, dès le 16^{ème} siècle – celui de la traite des esclaves – jamais je n'ai entendu un propos de caractère raciste. Certes une colère profonde et combien justifiée contre l'exploitation colonialiste, mais jamais de «racisme anti blanc» Monsieur Copé.

Mais qui êtes-vous donc pour oublier tous les crimes de la colonisation, tout le martyr enduré par le peuple noir à cause de gens comme vous ? Monsieur Copé votre volonté de marcher sur les traces du F.N. vous fait dépasser certaines limites. Il est des phrases qu'on ne doit pas prononcer quand on est «blanc» !

J-P Hemmen

Le plan du P.C.F. contre le statut des enseignants



Manifestation contre la réforme du lycée le 10 décembre 2009. Maintenant que le P.S. est aux commandes, le lycée Chatel devient acceptable ?

Durement malmenés sous Sarkozy, les enseignants ont massivement voté Hollande en mai. Mais ils auraient tort de se croire à l'abri, même si la nouvelle majorité n'a pas les mêmes méthodes...

Dans le sens du poil

Brigitte Gonthier-Maurin, du groupe communiste républicain et citoyen, a publié son rapport sur le métier d'enseignant pour le Sénat en juin dernier*. Comme il se doit, ce texte déplore la dégradation des conditions de travail, «l'épuisement professionnel et les problèmes de santé graves d'une partie des enseignants», ainsi que leur «souffrance au travail : sentiment d'impuissance, pression évaluative et solitude».

«La dernière enquête réalisée (...) indique que 24 % des personnels de l'éducation nationale sont en état de tension au travail et que 14 % sont en situation d'épuisement professionnel ou burn out», relève le rapport (qui cède naturellement à la mode anglo-mane).

«Par comparaison, 12 % des cadres seulement se déclarent tendus.» Sont pointées aussi l'«inflation des conflits avec la hiérarchie», le «durcissement du management des chefs d'établissement», une «hausse sensible (...) des signalements de harcèlements», et bien sûr, des «coupes budgétaires insoutenables». Et de proclamer – c'est la moindre des choses – que «L'arrêt de la R.G.P.P. doit être immédiatement prononcé».

Voilà de quoi rassurer les enseignants qui liraient le texte en diagonale.

Discours de la méthode

Cependant, l'analyse des contre-réformes de l'U.M.P. est plus qu'inquiétante. Elle est certes critique, parlant par exemple de «risque de «déprofessionnalisation» de l'enseignement professionnel», montrant les effets négatifs de la préparation du baccalauréat professionnel en trois ans... sans pour autant préconiser le retour aux quatre années antérieures : «A titre personnel, votre rapporteur n'était pas opposé par principe à la réduction à trois ans de la durée du parcours menant au baccalauréat professionnel pour les meilleurs élèves. En revanche, elle a toujours plaidé pour le maintien en parallèle de l'ancienne voie via le B.E.P., parce qu'elle s'inquiétait du sort des élèves les plus fragiles et craignait l'accroissement des sorties sans qualification.» Et que faire maintenant ? Mystère...

Le rapport dénonce «l'inflation des prescriptions en dehors de tout cadre cohérent»... ce qui revient à nier la logique de casse qui animait les Chatel, Fillon et autres Robien : «La succession rapide et tous azimuts des réformes (socle commun, aide personnalisée, E.C.L.A.I.R., ... Etc.) aboutit à une prolifération difficile à articuler des missions imparties à l'école» - comme si le vrai problème était d'«articuler» toutes ces cochonneries visant, dans le cadre européen de la «stratégie de Lisbonne», à miner le statut des enseignants (le dispositif E.C.L.A.I.R. instaure notamment le recrutement par le chef d'établissement et la pluridisciplinarité des professeurs du secondaire...) et à transformer l'école

en machine à fabriquer de la main d'œuvre «employable» !

«Le socle commun est comme plaqué sur les programmes, auquel il se rajoute, sans que l'articulation [encore !] entre les deux instruments de définition des contenus de l'enseignement ne soit pensée», se désole Brigitte Gonthier-Maurin. «...[il] est réduit à des procédures bureaucratiques : il se transforme et devient un livret de compétences où l'on fait cocher des croix aux professeurs. La mise en œuvre en arrive à être totalement opposée à l'esprit de la réforme.» Espérons que le gouvernement entendra cette supplique, et donnera enfin aux élèves un beau «socle commun» afin que vive enfin «l'esprit de la réforme» de Robien !

Plus généralement, «Il est essentiel pour votre rapporteur que les réformes, dont personne ne conteste la nécessité a priori, ne soient pas vécues sur le mode de la sanction d'un groupe professionnel qui n'aurait pas correctement fait son travail.» Faire enfin aimer Fillon, Robien et Chatel : voilà la vraie mission de la «gôche» au pouvoir !

In cauda venenum...

Il est alors temps, pour notre sénatrice «communiste», d'en venir à l'essentiel : «Il est souvent question de jeter les bases d'un nouveau statut des enseignants, en arguant de l'obsolescence du décret de 1950 qui le régit, pour l'adapter aux évolutions de la société. Votre rapporteur estime que ce chantier important ne peut être amorcé qu'après avoir redonné sens à l'école en la recentrant sur l'objectif de démocratisation, conforté les moyens alloués à l'éducation et remis à plat la formation et le recrutement

des enseignants. Une fois ces fondations fermement posées et la confiance restaurée avec le monde enseignant, le débat sur l'adaptation du statut pourra s'ouvrir dans de bonnes conditions. Les organisations syndicales reçues par la mission** ne s'y sont pas montrées hostiles et chacune a déjà commencé à prendre position.»

Ce que la droite officielle n'a pas pu faire parce qu'elle a pris les syndicats à rebrousse-poil, la fausse gauche va s'en charger... avec la complicité desdits syndicats ! Et de conclure : «Votre rapporteur considère que tout aggiornamento du statut devra s'accompagner d'une revalorisation de la condition enseignante»

Les profs sont prévenus : il existe déjà un plan de casse de leur statut, qui consiste à les amadouer d'abord avec des améliorations des conditions de travail – que l'on pourra toujours leur reprendre une fois que la fragilisation de leur statut les aura rendus plus vulnérables. Et ce plan, rappelons-le, vient d'une sénatrice P.C.F. Comme quoi, ce parti sert encore à quelque chose...

V.F.

*(<http://ddata.over-blog.com/xxxjyy/5/14/64/39/Documents-telechargeables-non-durables/Rapport-Senat-Gonthier-Maurin-metier-enseignant-2012-.pdf>)

** SE-UNSA, SGEN-CFDT, SNES-FSU, SNEP-FSU, SNPDEN-UNSA, SNPI-FSU, SNUipp-FSU, CGT Educ'Action, SNALC-CSEN. Pour une analyse détaillée du rapport, voir également : <http://www.fosnfolc62.fr/pages/un-rapport-sur-le-metier-d-enseignant-le-rapport-gonthier-maurin-en-2012-8276787.html>

Les «économistes» du P.C.F. préconisent un aménagement du capitalisme !

A l'occasion du Conseil national du P.C.F. du 13 septembre, Yves Dimicoli (économiste du P.C.F.) est intervenue sur le pacte budgétaire. Que faut-il retenir de cette intervention ?

Opposé à l'opposition

«Face au déchainement du M.E.D.E.F. et de l'U.M.P. et à son énorme pression, le P.C.F. dans le Front de gauche doit organiser l'action pour le changement maintenant, avec des propositions précises, crédibles, cohérentes, prouvant qu'il faut et qu'on peut faire autrement.».

Comment organiser l'action dans le monde du travail ? Le P.C.F., depuis son congrès de Martigues, a déserté les entreprises et les quartiers populaires, et comme le P.S. il se repose sur ces élus qui ont fondu de moitié depuis les dernières législatives, grâce à Mélenchon.

Le camarade Dimicoli poursuit : «Il nous faut arriver à mener des batailles qui ne soit pas seulement d'oppositions, de protestations, de contre-propositions. Sinon, on nous fera le procès d'être anti-Hollande, anti-P.S., anti-Europe et d'être prêts à casser la baraque en mêlant nos voix à celles de la droite». Encore une fois, les dirigeants du P.C.F. refusent clairement d'appeler à l'opposition populaire face à «l'austérité juste» de Hollande.

Au lendemain des élections, le P.R.C.F. écrivait : «Le peuple sort très affaibli des élections présidentielles et législatives. Certes le haineux Sarkozy a mordu la poussière. Mais après quelques mesurette destinées à gagner les législatives, Hollande va continuer, de manière «juste» et «normale» (!), à détruire les conquêtes sociales



Le slogan du P.C.F. pour la manif du 30 septembre, ou comment transformer un cortège de lutte en procession utopiste...

et la souveraineté nationale au nom de la «construction européenne», du «sauvetage de l'Euro», de la «compétitivité» capitaliste et du «remboursement de la dette»... Un énorme plan d'«eurostérilité» concocté à Bruxelles et à Berlin... et à Paris attend notre pays sommé de démonter toute sa protection sociale.»

Ces prévisions ce sont malheureusement vérifiées, non seulement en France, mais partout en Europe. Le pouvoir d'achat stagne ou régresse, la cour des comptes suggère d'abaisser les pensions des retraités, les entreprises et collectivités locales réduisent leurs investissements.

sociales ont permis qu'un certain nombre d'idées auxquelles nous tenions fussent prises en compte. Avec nos collègues du groupe Gauche Démocratique et Républicaine, je m'en félicite.»

André Chassaigne, figure de proue de la gauche du P.C.F., justifiant son vote de la loi créant les «Emplois d'Avenir»

Retrouvez l'intégralité des «Pôle-Positions» du P.R.C.F. sur son site : <http://www.initiative-communiste.fr>

A quand la rupture ?

Selon une étude du F.M.I., ramener le déficit de la France à 3 % du P.I.B. en 2013 comme le prévoit le T.S.C.G. accroîtrait automatiquement le nombre de chômeurs de 300.000. La Grèce, l'Italie et le Portugal ont anticipé le T.S.C.G. avec des «programmes d'ajustement structurel». Résultat : inégalités et pauvreté explosent ! Loin de nous éviter leur sort, ce pacte budgétaire va entraîner toute l'Union dans une spirale dépressive et généraliser la pauvreté. Face à cette situation catastrophique pour le peuple de France, le P.C.F., par la voix de son éminent

économiste, nous propose de continuer à nous inscrire dans cette logique européenne : «flexisécurité», création d'un pôle financier public, d'un fond social solidaire et écologique de développement européen, nouveau crédit sélectif pour les entreprises, refonte des prélèvements obligatoires, nouvelle fiscalité, ... Etc.

Ces propositions sont dans la droite ligne d'une économie social-démocrate : **aménagement de l'économie capitaliste.**

Les dirigeants du P.C.F.-P.G.E. ont déserté la lutte frontale contre l'Europe supranationale ; au nom de la mensongère «Europe sociale» prôné par le P.S., ils ont renié le Non catégorique de G. Marchais et d'H. Krasucki au traité de Maastricht et à la monnaie unique.

Contrairement aux propositions de «l'économiste» Dimicoli, le véritable changement passe par une rupture unilatérale de notre pays avec ces broyeurs de peuple que sont l'U.E., l'Euro, l'O.T.A.N., l'O.M.C. et le F.M.I.. Il ne s'agit nullement d'isoler notre pays, mais de planifier sa ré-industrialisation sur la base d'une nationalisation des banques et du C.A.C.-40, de renationaliser l'industrie énergétique nécessaire à une réindustrialisations de grande ampleur. Il faut aussi construire de nouveaux traités internationaux progressistes fondés sur la coopération entre les peuples souverains et non sur «l'économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée» sur laquelle l'U.E. est fondée.

P.R.C.F. 81

EN BREF... EN BREF... EN BREF

• Prompt rétablissement, Henri

I.C. adresse son salut fraternel et tous ses vœux de prompt rétablissement au camarade Henri Alleg, récemment victime d'un accident vasculaire cérébral. Héros de la résistance au colonialisme, adversaire résolu de la mutation réformiste du P.C.F., Henri jouit à bon droit de l'affection de tous les vrais communistes, et notamment de ceux du P.R.C.F. Repose-toi bien, et à bientôt.

• P.C.F. avenir (?)

«Les discussions au sein des commissions des affaires culturelles et des affaires

26 et 27 octobre : 5^{ème} Rencontres Internationalistes de Vénissieux

Après une soirée spéciale jeunesse le 26, avec des représentants de mouvements de jeunesse communiste de différents pays, la matinée du 27 sera consacrée à la place des nations dans les processus révolutionnaires à partir des expériences d'Amérique Latine. Le débat sera introduit par notre camarade Georges Gastaud, auteur du livre «Patriotisme et Internationalisme», en présence des ambassadeurs de Bolivie et du Venezuela. L'après-midi, Domenico Losurdo introduira un débat sur le thème «Stalinisme, Eurocommunisme, P.G.E. : l'autophobie communiste ?»

La soirée sera consacrée aux luttes de résistances à l'O.T.A.N., suivie d'une animation musicale et d'un repas fraternel.

Les participants pourront en outre admirer une exposition du cinéaste peintre et photographe Bruno Boeglin à partir de son voyage au Nicaragua, rythmée par une intervention poétique slamée de Lee Harvay Asphalte improvisée sur les mots de la journée.

Nous rendrons compte de cet événement dans notre prochain numéro

EN BREF... EN BREF... EN BREF

• Fête de l'Huma 2012 : un excellent cru pour le Pôle !

2000 tracts «*Qu'est-ce que le P.R.C.F. ?*» et 1500 exemplaires du quatre pages Supplément à I.C. : c'est ce qu'ont distribué les militants du P.R.C.F. devant leur stand cette année ! Sans parler d'une vingtaine d'I.C., d'Étincelles et de calendriers vendus, de deux adhésions réalisées, de deux promesses d'adhésion, et du succès des débats sur l'Europe et la situation internationale !

Bravo à l'équipe de choc de vente du mojito (Yohann, Justine, Kimberley et Laurine des J.R.C.F. 72) avec le concours efficace de Vlad et des J.R.C.F. 69 : à eux seuls, ils ont encaissés près de 3000 € ! Merci aux camarades du service d'ordre dirigée par Jean-Claude Soulié (P.R.C.F. 78) à Gwénaél Bidault du P.R.C.F. 22 pour ses vidéos (consultables sur <http://www.prcf22.org>). Un coup de chapeau spécial à Pierre et Cathy, du P.R.C.F. 62, Patricia et David du P.R.C.F. 72, tous présents du jeudi après-midi au lundi matin !

• Prompt rétablissement...

A notre Madeleine Dupont, de Liévin, contrainte de chanter l'Internationale en levant le poing gauche après une opération à l'épaule droite !

• Les A.R.C. mobilisées contre le T.S.C.G. : quelques exemples...

Gers

On colle les nouvelles affiches «*Brisons les chaînes...*» et «*Résistance populaire...*» Un appel commun P.O.I.- P.R.C.F. à dire «*Non au traité T.S.C.G.*» a été publié et à participer à la manif du 30.

Nord

L'A.R.C. 59, membre du Collectif du Nord contre le T.S.C.G. avec le P.O.I., le M'P.E.P. et le Front Syndical de Classe, a diffusé à la braderie de Lille, sur le marché du quartier lillois de Wazemmes, et à la grosse station tram-métro-bus Eurotéléport de Roubaix un tract contre l'Union Européenne et l'Euro, appelant à manifester le 30 septembre.

Pas-de-Calais

Aux côtés de Jean-Luc Flahaut, porte-parole M'P.E.P. Pas-de-Calais, Georges Gastaud et Jean-Michel Padot, ont tenu une conférence de presse le 29 septembre pour présenter le Collectif 62 P.R.C.F.-M'P.E.P.-

P.O.I. pour sortir de l'Euro et de l'Union Européenne. Le journal «*Nord Eclair*» en a rendu compte sur une demi-page. Ses lecteurs ont ainsi pu prendre connaissance de l'avertissement du Collectif : «*Si François Hollande continue dans cette direction, la France vivra la même chose que ce que vivent la Grèce, l'Espagne ou le Portugal. Une situation intolérable pour les peuples.*».

Le 7 octobre, à la braderie de Lens, l'A.R.C. 62 faisait signer trois pétitions : pour la sortie de l'Euro, contre la taxe locale sur les poubelles, et contre le projet de stationnement payant dans la ville (voir ci-contre).

Haute-Garonne

L'A.R.C. Toulouse a organisé une réunion publique le 20 septembre contre la ratification du T.S.C.G., avec le P.O.I. et le M'P.E.P. Une quarantaine de personnes y ont participé, dont plusieurs sont venues discuter et prendre des textes du P.R.C.F., des I.C. et Étincelles à la fin du débat.

Haute-Pyrénées

A Tarbes, les camarades ont distribué un tract commun P.R.C.F.-Gauche Communiste contre le T.S.C.G..

Yvelines

Sur le marché des Clayes, nos camarades ont distribué un tract appelant à la manifestation du 30 : «*Mobilisation générale contre le traité européen scélérat Merkel-Sarkozy-Hollande*», tract au verso duquel figure le texte du P.R.C.F. : «*Stopper la marche à la guerre du social-impérialiste Hollande*».

Val-de-Marne

Nos camarades distribuent toutes les semaines, sur les marchés de Choisy-le-Roi et Alfortville, des tracts généralement repris des «*Pôles Positions*» parus sur la Toile. Et bien entendu, ils vendent «*Initiative Communiste*» !

Yonne

Le tract P.R.C.F. - Gauche Communiste d'appel à la manif du 30 a été distribué la porte de trois usines et sur trois marchés.

ACHETEZ, LISEZ, FAITES LIRE ET VENDEZ I.C. ! FAITES DES ABONNEMENTS !

Vente militante

10 I.C. : Sanfelieu (89), Colovray (69) ; 5 I.C. : P.R.C.F. 59.

Soutien

1000€ : Hage (59) ; 35€ : Le Gallou (22) ; 25€ : Lozac'h (80) ; 15€ : Degraef (29) ; 10€ : Tonelly (59) ; 5€ : Pêchereau (17) ; Leconte (62).

Hommages à Jacques Coignard

Les témoignages de respect et de sympathie à la mémoire de Jacques ont été trop nombreux pour qu'I.C. puisse tous les publier. Quelques extraits parmi bien d'autres...

Antoine Manassis :

«*Le premier militant du P.R.C.F. auquel j'ai eu à faire fut Jacques. C'était à la Fête de l'Huma. Son badge du P.R.C.F. était fièrement épinglé à sa poitrine. Nous nous sommes mis à discuter, il m'a parlé du Pôle, il était à la fois gai, enivré par l'ambiance chaleureuse de la Fête mais aussi préoccupé par le suivisme des uns et l'arrivisme des autres. Il ne cherchait pas à enjoliver les choses, il fut direct et fraternel.*»

Geneviève et Jean Pierre Hemmen :

«*C'est terrassé par la tristesse que je vous adresse ce message. Vingt ans de luttes auprès d'un homme comme lui ça compte. Une solide amitié nous liait. Je garderai toujours en moi le souvenir d'un camarade bon, chaleureux, fidèle à son idéal. Les mots me manquent. Mon épouse se joint à moi.*»

François Véchart :

«*Pendant qu'un hommage à la mémoire de Jacques Coignard était rendu, un collage d'affichettes du P.R.C.F. était effectué à Metz, en union de pensée avec sa famille et le P.R.C.F.*»

Léon Landini, terriblement attristé :

«*Jacques était mon camarade et mon ami. Son décès me frappe comme si c'était un membre de ma famille. Tout ce que nous pourrions faire pour honorer Coignard ne suffira pas en fonction de ce que le Pôle lui doit.*»

Luc Wajs :

«*Je retiens de ces quelques années où régulièrement nous nous rencontrons le souvenir d'un être naturellement bon, discret, d'un militant communiste exemplaire qui avait l'étoffe d'un dirigeant qui nous a fait le grand honneur d'être à nos côtés. Sa présence a marqué pour longtemps notre organisation.*»

Daniel Antonini :

«*Comme chacun d'entre nous, je suis terriblement peiné en apprenant cette terrible nouvelle. J'ai envoyé un message à titre personnel à Yaira Jimenez à l'Ambassade de Cuba.*»

Aurelien Djament :

«*Puissent le courage et la patience dont Jacques a fait preuve dans le combat politique de toute sa vie continuer à nous inspirer.*»

Bernard Guillaumin :

«*Jacques était apprécié pour sa gentillesse, sa rigueur dans l'analyse politique, sa connaissance du monde du travail, ses relations fraternelles avec les camarades et sa fidélité au combat de classe.*

«*Lorsque que j'ai rejoint le P.R.C.F. et y trouver la présence active et responsable de Jacques cela m'a conforté dans ce choix : la renaissance d'un véritable Parti Communiste en France.*»

Sylvie Guduck :

«*C'était un camarade ayant une grande culture politique et un grand militant. Il était toujours présent pour répondre et donner de l'aide.*»

Annette Mateu Casado :

«*J'ai pu apprécier sa droiture, sa rigueur et sa combativité en tant que secrétaire chargé de l'Organisation du P.R.C.F. Je salue la mémoire de ce militant ouvrier dont la présence honorait le P.R.C.F. et m'associe à la peine de sa famille et de ses amis.*»

Désiré Marle :

«*Exigeant pour chaque militant comme il l'était pour lui-même, il pouvait paraître dur, alors qu'il était profondément humain. En mon nom et au nom du Comité internationaliste (C.I.S.C.), dont il était un fidèle adhérent, je veux dire à ses proches notre sympathie et notre fierté d'avoir partagé sa vie militante.*»

30 SEPTEMBRE 2012

Images de Résistance au présent



La délégation du P.R.C.F., avec ses drapeaux, n'a pas peu contribué à animer la manif du 30 septembre à Paris : de Nation à Italie, ses militants ont crié des slogans et chanté des chansons pour la sortie de l'Euro et de l'U.E., et contre l'austérité U.M.P.S..

Galerie de portraits



Mohamed Diarra, Secrétaire Général de la Section France du parti Sadi du Mali



Zobeir Bessa, du P.A.D.S. (Algérie)



Jacques Nikonoff, porte-parole du M'P.E.P.



Jean-Luc Pujol, des clubs «Penser la France»



Orlando Requeijo, Ambassadeur de Cuba en France, et Georges Gastaud



La délégation cubaine



Le représentant du P.T.B.

Lisez
«Solidarité de Classe»

Bulletin du Comité Internationaliste pour la Solidarité de Classe

Présidents d'Honneur : Erich Honecker, Margot Honecker, Henri Alleg, Mumia Abu-Jamal.

Président : Désiré Marle

11 rue Desrousseaux, 62320 Rouvroy – Abonnement 1 an, 6€ (40F).

Honneur et gratitude éternelle du peuple français aux héroïques combattants de Stalingrad



L'infanterie soviétique : dans les ruines et la neige



Un Iliouchine Il-2 «Chtourmovik», célèbre avion d'assaut - 505^{ème} Régiment aérien de la Garde, front de Stalingrad - décembre 1942. Sur le fuselage le slogan «Mort aux occupants fascistes»



Char T-34/76 - De nombreux chars sortirent de l'usine de tracteurs de Stalingrad pendant les combats !

A l'initiative du P.R.C.F., pour le 70^{ème} anniversaire de la victoire de Stalingrad, au cours de laquelle les combattants de l'Armée soviétique écrasèrent les envahisseurs fascistes, aura lieu un rassemblement national avec une représentation internationale, samedi 2 février 2013, à 14 heures, place de la Bataille de Stalingrad (métro Stalingrad) avec prises

de paroles, suivi d'un dépôt de fleurs au monument des héros de Stalingrad.

A l'heure où l'histoire officielle met systématiquement l'U.R.S.S. et le III^{ème} Reich dans le même sac des «totalitarismes», rendant ainsi incompréhensible aux jeunes générations les raisons de l'immense affrontement militaire

qui vit la déroute de la Wehrmacht, de la S.S. et de leurs alliés hongrois et roumains, il est plus que jamais nécessaire de rendre hommage aux combattants soviétiques qui se sont sacrifiés pour empêcher la botte hitlérienne d'écraser l'Europe !

Stalingrad reste à ce jour la plus sanglante bataille de l'histoire de l'humanité. Un million deux cent

mille soldats soviétiques y ont trouvé la mort, et aujourd'hui, on voudrait nous faire croire que l'issue de cette bataille n'avait finalement pas grande importance...

Communistes, républicains, progressistes, venez nombreux sur la Place Stalingrad le 2 février prochain !

Hommage à Raymond Camus

Le 19 septembre avaient lieu les obsèques de notre camarade Raymond Camus. Le Pôle est fier d'avoir compté dans ses rangs ce héros de la Résistance. Le Pôle de Renaissance Communiste en France s'associe à la douleur des familles et leur présente ses condoléances affectueuses et sincères. Voici l'hommage qui a été prononcé par ses enfants à l'occasion de la cérémonie.

Père, grand-père, arrière-grand-père dans nos cœurs, il fut aussi Paul Jouvelly, Résistant F.T.P.F. entré dans la lutte contre l'occupant nazi à l'âge de 16 ans. Toute sa vie il s'est battu contre les injustices qui bafouaient les droits de l'homme. Nous, ses enfants, conjoints, petits-enfants, arrière-petits-enfants nous saluons sa mémoire et pour la dernière fois je vous demande d'écouter le discours qu'il prononçait chaque année en hommage à ses camarades tombés sur le plateau du Cengle :

«Résistant F.T.P.F. Dès novembre 1941, je suis le dernier survivant de ce maquis. En mémoire de tous mes camarades tombés sur ce plateau du Cengle. Souvenons-nous !

Le 16 juin 1944 de 6 heures du matin à 16 heures du soir le maquis de Saint-Antonin sur Bayon a été pris d'assaut par les groupes spéciaux allemands. Nous étions 28 camarades Francs-Tireurs-Partisans (F.T.P.) dirigés par le camarade Wintzer et par Charles Tillon notre responsable au plan national.

Le maquis de St Antonin fut créé par des hommes du maquis de Lambruisse des évadés de la prison d'Aix et des camarades aixois sous les ordres d'André Claverie (alias Jean-Paul).

Le 16 juin à 6 heures du matin deux coups de feu, tirés par Adrien Lèbre et Michel Audibert à peine âgés de 17 ans, de garde avec Carria Antoine sur le plateau annoncèrent l'attaque des troupes nazies. Très vite le combat s'avéra inégal, les troupes allemandes étaient mieux armées et surtout aidées par l'aviation et les chiens.

Malgré le nombre des troupes S.S., Roger Zemiro, Marc Gauthier et Elie Aymard luttèrent de longues heures pour retarder l'encerclement du maquis. Leur sacrifice héroïque permit à 15 rescapés Ardevol Denis, Stanislas, Camus Ange, Roger dit le Rouquin, des camarades marseillais et moi-même de poursuivre le combat vers le massif de Ste. Victoire. Dans mon groupe plusieurs camarades tombèrent les armes à la main, les blessés étaient achevés d'une balle dans la tête par les nazis.

Amédée Perrier qui dirigeait la colonne me donna l'ordre de passer en tête avec mon fusil mitrailleur et les grenades Gammon pour ouvrir le passage. Derrière moi Amédée Perrier et Gilbert Charmasson blessés aux jambes furent fusillés sur place. Nous n'étions plus que trois dans le groupe; Camus Ange, Roger dit le rouquin et moi. Sous les tirs incessants nous avons réussi à passer le Bayon face au cimetière. Nous nous sommes cachés dans une carrière désaffectée et nous avons attendu la nuit pour nous rendre à L'Angesse. A 16 heures le massacre avait pris fin, la liberté comptait ses héros. Nos pertes s'élevaient à 13 camarades F.T.P.F. Un blessé Gandolfo fut transporté à l'hôpital d'Aix. Claverie aidé par Gaston Tartanson. Employé des postes réussirent à le faire sortir de l'hôpital le sortant ainsi des griffes de la Gestapo.

Chers anciens combattants, ancien résistants, familles de disparus, je vous demande de toujours garder mémoire de mes camarades tombés ici dans ces collines parce qu'ils étaient restés fidèles à leur devoir de citoyen et d'hommes libres».

A 87 ans il portait toujours en lui cette flamme de la Résistance. Et comme Lucie Aubrac il pensait que «Résister se conjugue au présent.

L'histoire pilotée par la pensée unique



En 200 pages (plus 55 de notes précises renvoyant à de multiples sources consultées directement : c'est sa marque de fabrique et elle y tient), Annie Lacroix-Riz, auteur de «L'histoire contemporaine sous influence», paru en 2004, persiste et signe : les contre-réformes du C.N.R.S., de l'université, de l'évaluation des travaux, ont accru la pression de l'idéologie dominante sur une discipline stratégique – histoire de bien formater les cerveaux pour leur implanter le logiciel néolibéral et anticommuniste conçu par le pouvoir.

Un livre indispensable pour qui veut lutter contre l'anticommunisme officiel de la France d'aujourd'hui.

Annie Lacroix-Riz, «L'histoire contemporaine toujours sous influence». Editions Delga-Le Temps des Cerises - 12€.